

La Solidarité Prolétarienne

BULLETIN DU S. O. I.



Revue Mensuelle de Politique Sociale

Paraissant le 20 de chaque mois

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

114, Boulevard de la Villette, 114, PARIS 19^e

Le Numéro : 1 Franc

ABONNEMENTS { 6 mois 5 francs
Un an 10 francs

Chèque Postal : 825-55 Paris

N^o 1

SOMMAIRE :

Juillet 1929.

<i>Encore une Revue</i>	E. DUTILLEUL.
<i>Les Mensonges de la philanthropie bourgeoise</i>	A. BENIER.
<i>L'Assistance Publique</i>	L. CASTELLAZ.
<i>Les loyers sous Poincaré et Loucheur</i>	L. DIEULLE.
<i>La misère sociale des Anciens Combattants</i>	J. DUCLOS.
<i>Le Privilège indésirable</i>	PIERRE SCIZE.
<i>Le Médecin social</i>	D ^r MASCRET.
<i>Quelques principes d'hygiène sociale</i>	D ^r STEEN.
<i>Le Travail forcé</i>	EL DJAZAIRI.

LES FAITS DU MOIS : *Statistique sur la vie chère* — *Les budgets Poincaré* — *Les augmentations des loyers, du gaz, eau, électricité, transports, etc.* — *Préparation de la guerre.* — *Le S. O. I. et le 1^{er} Août.* — *Le 2^e Congrès mondial de la Ligue contre l'Oppression coloniale et l'Impérialisme, etc.*

Il faut lire :

L. CASTELLAZ. — <i>L'Assistance publique</i>	2. »
J. LAUZE. — <i>Les Régies municipales</i>	1.50
L. SELLIER. — <i>L'Électricité à Paris</i>	3. »
L. DUTEL. — <i>Le Régime des eaux</i>	1. »
<i>Coty, l'Ennemi du Peuple</i>	1. »
J. DUCLOS. — <i>La défense des victimes de la guerre</i>	0.50
KAPLOUN. — <i>La protection du travail en U. R. S. S.</i>	1.50
BYKHOVSKY. — <i>Les assurances sociales en U. R. S. S.</i>	1.25
E. DUTILLEUL. — <i>Qu'est-ce que le S. O. I.</i>	1.50
GERMAINE SILLON. — <i>Peines et Révoltes (poèmes prolétariens)</i> ..	6. »

Tous les lecteurs de la S. P. doivent avoir lu :

F. GLADKOV. — <i>Le Ciment (roman)</i>	18. »
A. FADÉEV. — <i>La Défaite (roman)</i>	12. »
A. DEMIDOV. — <i>Le Tourbillon (roman)</i>	18. »
E. LÉBÉDINSKY. — <i>La Semaine (roman)</i>	7.50

Pour se documenter sur la Russie :

FRANCIS JOURDAIN. — <i>Les Dents sans couteau</i>	2. »
AUTANT-LARA. — <i>L'art dramatique russe</i>	2.50
FERNANDE PHILERY. — <i>Au Pays des Soviets</i>	2. »

LÉON MOUSSINAC. — <i>Le Cinéma soviétique</i>	12. »
---	-------

Adresser toutes vos commandes au

S. O. I., 114, Boulevard de la Villette, Paris (19^e)

Chèque postal : 825-55 Paris

ENCORE UNE REVUE

Encore une revue !

Il n'y en a donc pas assez ?

« Nous sommes inondés de journaux, de revues, de livres de toutes sortes, paraissant à tout propos et surtout hors de propos, et cela à une époque où les préoccupations de l'existence, la lutte pour la vie quotidienne ne nous laissent pas le temps de respirer, et au moment où le cinéma, muet et parlant, a l'ambition de remplacer à la fois le théâtre et le journal. »

Nous serions presque disposés à ratifier ce jugement de la majorité de nos contemporains et avec eux nous dirions volontiers oui, il y a trop, beaucoup trop de publications et on pourrait gâcher moins de papier, ce qui représente une somme considérable d'énergie, de souffrances et d'esclavage ; mais notre « oui » n'aurait certainement pas la même signification.

Nous ajoutons donc un chiffre au nombre, car nous sommes absolument convaincus de la nécessité de notre revue la Solidarité Proletarienne.

Pourquoi tant de compétitions pour fournir la pâture intellectuelle du bon, brave et intelligent peuple français ? Pourquoi tant d'inutilités, tant de littérature démagogique de pissotières et d'ailleurs ? Pourquoi tant de Quoti, de Miroir, d'Ami du peuple et leurs mille et un succédanés ?

La question n'est pas aussi insignifiante et indifférente qu'elle en a d'abord l'air.

Il faut bien se rendre compte que nous vivons à une époque de troubles profonds, nous sommes à un de ces tournants de l'Histoire que caractérise si nettement l'instabilité complète de la vie individuelle et sociale dans l'organisation actuelle du monde.

Il n'est personne de n'importe quelle classe sociale qui puisse regarder l'avenir, même le plus immédiat, avec confiance et pouvant croire à une garantie quelconque.

Tout le monde est convaincu, au contraire, « qu'il faut que ça change ». La Révolution est dans l'air et dans les choses.

La Révolution !

Voilà la clef du mystère. Et voilà pourquoi, ami lecteur, notre curé va chez les pauvres et chez les riches. Voilà pourquoi l'Ami du Peuple ne coûte que deux sous.

Avez-vous aussi remarqué, surtout depuis la guerre du Droit et de la Civilisation, que les « bons sentiments », le « respect », la « pitié », la « justice », etc., etc., avez-vous remarqué que tout cela a f..... le camp ?

Et cependant — si on voulait les croire, à les entendre dire — à aucune époque on n'a jamais marqué tant de sollicitude pour les pauvres, pour les malheureux, pour les déshérités, pour les faibles, les femmes, les enfants, les vieillards, les malades, les infirmes, etc.

Jusqu'à Poincaré, l'homme le plus actif et le plus occupé du monde qui, entre deux inaugurations de monuments aux morts ou deux rigolades dans les cimetières, jusqu'à celui-là (Nous aurons tout vu !), qui trouve le moyen de s'intéresser au sort des malheureux et qui, tenant le pouvoir contre et malgré tout, parle, parle, parle, de faire voter (ou par décrets), des lois de justice et de bonté. Relisez son grand discours de Bar-le-Duc, vous en resterez héberlué.

Eh bien voyez-vous, amis lecteurs, c'est beaucoup plus sérieux que vous ne le pensez peut-être.

Dans tous ces efforts combinés, c'est de vous qu'il s'agit, de votre tranquillité, de votre bien-être, de votre liberté, des garanties de votre existence d'aujourd'hui et de demain.

Et c'est parce que l'on sent dans le trouble profond des événements sociaux de notre époque que bientôt vous serez capables, ou obligés, de réclamer, ou de prendre, ces garanties qui sont vos droits, c'est pour cela, pour retarder l'échéance des rendements de comptes qu'on veut donner le change et qu'on semble tant vouloir s'occuper de vous en vous promettant tant et mieux, comme par exemple cela est fait si savamment pour les « Assurances sociales », par lesquelles on commencera d'abord à faire de jolis prélèvements sur vos salaires (un nouvel et lourd impôt déguisé), sans que vous puissiez espérer jouir un jour des avantages qu'on fait miroïter devant vos esprits.

Il en est de même pour toutes les lois sociales sur le chantier ; qu'il s'agisse des questions importantes de l'habitation, de l'hygiène, de l'assistance, etc.

Tout ce verbiage tonitruant n'a pas d'autre but que de vous masquer la réalité, de vous chloroformer, cependant qu'on prépare dans l'ombre et fiévreusement une nouvelle guerre dans laquelle s'évanouiront à nouveau toutes vos illusions et tous les sacrifices que vous aurez consentis.

Dans ces élans de justice et de bienfaisance sociales, aucune sincérité, aucune conviction. Regardez franchement les hommes qui vous gouvernent, de droite à gauche, et dites-vous bien que ces gens-là n'ont jamais eu et n'auront jamais aucun respect de votre vie et de vos droits, qu'ils se moquent comme ils se sont toujours moqués de votre misère et de votre esclavage.

Leurs lois de bienfaisance et d'assistance, leurs « assurances sociales », c'est la contre-partie hypocrite de la rationalisation capitaliste, du « travail forcé » et de la répression. Souvenez-vous de 1914! voyez la guerre qu'ils préparent à nouveau et dites-vous bien que toute la littérature de paix, de justice sociale, comme toutes les « semaines de bonté », tout cela n'est fait que pour tromper vos esprits et ruiner vos énergies. On tue votre conscience.

Et notre époque est justement misérable par l'absence de conscience, c'est-à-dire de connaissance claire et saine.

Tuer la conscience populaire, c'est le but recherché, l'unique but de la bourgeoisie qui déploie toutes ses ressources de canaillerie et d'intelligence pour maintenir ses privilèges.

Donc, parmi tous les mensonges, toutes les hypocrisies, tous les cris de chacals, vous comprenez, amis lecteurs, que nous devons faire entendre notre voix, que nous ne pouvons, par le silence, être des complices, et que nous devons clamer nos convictions. Nous nous sentons des responsabilités, nous avons un devoir de conscience à accomplir.

Nous sommes de la grande classe prolétarienne. Nous avons nos intérêts à sauvegarder, nos droits et garanties à arracher. Nous avons à nous libérer, à libérer le monde enchaîné dans l'ignorance, l'esclavage et la misère.

Voilà pourquoi nous publions la Solidarité Proletarienne.

La politique du pauvre, la politique du faible, du déshérité et du vaincu sera notre œuvre.

Nous dénoncerons au fil des événements toutes les duperies, nous démasquerons les faux bonshommes de la philanthropie bourgeoise ou religieuse et leurs œuvres empoisonnées. Nous porterons le drapeau du pauvre, du faible social qui doit recevoir de la collectivité ce dont il a besoin, sans honte, sans humiliation, sans qu'il soit obligé d'abdiquer toute dignité et respect de soi.

Nous prouverons par nos œuvres et surtout par les réalisations prolétariennes de l'Union soviétique, où l'ouvrier est enfin devenu un homme et non plus un mendiant, les droits de la femme, de la mère, de l'enfant, du malade, du vieillard, de l'infirme, et ces droits seront ici défendus sans défaillance, en toute franchise et sincérité.

Le programme est vaste et de grande importance. Il exigera de grands efforts.

Ce sera la destinée de la Solidarité Proletarienne. Aidez-la.

E. DUTILLEUL.



Les Mensonges de la Philantropie Bourgeoise

Si l'on en croyait les déclarations sentimentales de nos grands capitaines d'industrie et de nos ministres d'Union Nationale, toute la bourgeoisie française serait entraînée dans une immense vague de philanthropie et n'aurait d'autre préoccupation que le mieux-être des populations exploitées et miséreuses.

Dans son discours du 23 janvier 1929, M. Loucheur, tout en or, qui pendant la guerre a surtout été *philanthrope* vis-à-vis de son propre coffre-fort, a multiplié les annonces d'une large politique sociale qui devait profiter aux enfants du jeune âge, aux femmes enceintes ou en couches, aux mutilés du travail, aux vieillards, aux invalides, aux familles nombreuses, etc.

Au récent congrès des caisses d'allocations familiales, une foule de représentants des grands patrons ont affirmé, la main au cœur et sur le portefeuille, que leur plus grand souci était d'offrir aux familles de leurs ouvriers des « Œuvres sociales » généreuses devant améliorer considérablement leur sort. Il n'est pas jusqu'aux hauts dignitaires de l'Eglise qui, bien repus, ne se lancent dans des phrases doucereuses sur les remèdes qu'ils veulent apporter aux salaires insuffisants au chômage, ou aux mauvaises conditions de logement.

Ainsi donc, il n'y aurait qu'à prendre patience et à avoir confiance dans les dirigeants capitalistes pour que des millions de gens surmenés, sous-alimentés, végétant dans d'infects taudis, élevant leurs gosses dans des conditions d'hygiène et de nourriture scandaleuses, voient leur situation se modifier enfin, embellir du jour au lendemain.

Que sont cependant devenues les belles promesses de M. Loucheur? Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder le budget de 1930 actuellement à l'étude des Chambres. Le gros Chéron se vante dans son principal effort sur les dépenses sociales qui comportent sur 1928 une augmentation totale de 535 millions.

535 millions de plus sur un budget comprenant 48 milliards 665 millions de dépenses, au lieu de 45 milliards 300 millions en 1929, ce n'est tout de même pas trop, monsieur Chéron! Pas même un sixième des crédits supplémentaires demandés, mais par contre une plus grande partie de ces derniers, 716 millions exactement, sont affectés aux budgets de défense nationale, autrement dit à la préparation du prochain massacre impérialiste.

Il est bon de comparer le total du budget du travail et hygiène, environ 1.800 millions, à celui des budgets de mort (guerre, marine, aéronautique, défense des colonies, etc.) qui atteint la somme formidable de 14 milliards. Ainsi le fameux effort social du gouverne-

ment bourgeois français est tout au plus le huitième de l'effort autrement puissant que l'Union Nationale consacre à ses armements sans cesse accrus et toujours plus meurtriers.

Un député démocrate chrétien faisait dernièrement remarquer à la Chambre — avec beaucoup de démagogie, puisque lui et ses confrères votent des deux mains toutes les dépenses de guerre et l'ensemble des budgets, mais le propre de ces gens-là est de lancer de belles paroles ronflantes qui ne sont jamais suivies d'actes correspondants — que la fameuse « démocratie » française n'était pas très généreuse. Il s'écriait :

« Combien de petits ménages se demandent comment ils pourront boucler leur fin de mois ! Combien de mères sont angoissées en songeant à l'habillement et à la nourriture de leurs enfants, et la question du logement ? Et celle de la sécurité de la vie ? Autant de points d'interrogations redoutables pour un trop grand nombre de foyers.

« ...Aux femmes en couches, cette année, on a donné 13 millions, aux mères qui allaitent leurs enfants 3 millions, à la protection des enfants du premier âge 7 millions, à la lutte contre la tuberculose 18 millions, tout cela dans un budget de 45 milliards ! »

Si l'on tient compte de l'augmentation considérable du coût de la vie depuis le moment où il parlait, il est sûr que les maigres augmentations consenties pour 1930 ne changeront pas grand'chose à ce sombre tableau, symbole du mensonge honteux de la « civilisation capitaliste ». Elever, comme on le fait en 1930, l'allocation d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, d'un minimum de 5 francs par mois à un minimum de 30 francs, n'est-ce pas se moquer du monde ?

Et ce député aux phrases larmoyantes, qui comme ses congénères a voté l'augmentation des loyers si dure aux petites bourses, qui protège les gros mercantis qui rançonnent odieusement les familles des travailleurs et vote à tour de bras 48 milliards de contributions (1.200 francs par tête d'habitant en France !) pourra une fois de plus satisfaire sa conscience par quelques lamentations hypocrites sur la situation de *« tant de familles pour qui chaque jour se repose avec la même acuité le problème de la vie tout court »*.

La vérité c'est que la bourgeoisie au pouvoir ne peut accorder que des aumônes dérisoires à ceux qui vivent dans les plus tristes conditions. Elle a besoin de ses impôts écrasants pour donner 25 milliards aux rentiers et 14 milliards aux tueries de demain.

Voyez alors ce qui lui reste pour les budgets de vie !

Les humains des classes inférieures ne l'intéressent que dans la mesure où ils peuvent fournir de la bonne chair à mitraille ou s'éreintent dans la surproduction des usines-bagnes ; sinon ce sont des épaves qu'elle regarde d'un air dédaigneux.

*
**

La « philanthropie » des soi-disant bons patrons est au même niveau.

Un journaliste réactionnaire étant allé enquêter chez M. Michelin, le grand industriel du caoutchouc de Clermont-Ferrand, sur les œuvres sociales de ce dernier que l'on célèbre comme un bienfaiteur exemplaire pour les familles nombreuses, nous conte ainsi son entrevue avec Bibendum :

« *Lorsqu'on félicite M. Edouard Michelin de ces résultats matériels (l'accroissement de la natalité chez ses ouvriers) dont il est légitimement fier, l'enquêteur imprudent qui prononce le mot de générosité est immédiatement rabroué : « Je ne suis pas un philanthrope. Je suis un industriel. Bien imprudent le patron qui paie des salaires de famine à des ouvriers, mal logés et mal nourris, célibataires et chétifs. Le seul salaire qui rapporte est celui qui est largement distribué à des ouvriers satisfaits et bien portants... Cet ouvrier est le seul qui soit capable de produire et de consommer. »*

M. Michelin est franc, au moins, ses œuvres sociales ont un but précis. Non de lui permettre d'épancher un cœur généreux, mais de former des ouvriers capables d'un rendement plus considérable, d'un effort physique plus soutenu, qui pourront lui rapporter de plus gros bénéfices. Il n'aura pour cela besoin que de prélever une faible part sur ses profits augmentés, ses œuvres ne lui coûteront pas cher, puisque payées par le travail de ses exploités et surtout elles lui rapporteront plus qu'elles ne lui coûtent.

Mais il fait croire à ceux qui créent sa richesse fabuleuse qu'il se dévoue pour eux et qu'ils lui doivent une reconnaissance éternelle. Il les aura persuadés qu'il a amélioré leur sort et les enchaînera à leurs conditions d'exploitation.

Nous aurons à revenir plus longuement sur ce que le patronat appelle sa politique sociale. Nous montrerons par de nombreux exemples, qu'elle est intéressée à différents points de vue et aussi fausse que les « préoccupations » ministérielles. Les millions d'êtres qui peinent de l'enfance à la vieillesse et qui souffrent de la constitution de la société capitaliste actuelle, fondée sur l'exploitation et sur le vol, n'ont rien à attendre de ceux qui louent leurs bras à trop bon marché ou de ceux qui les gouvernent.

Ils n'ont à compter que sur eux-mêmes, que sur leur union en de puissantes organisations de classe pour mettre fin au régime oppresseur et à la misère qu'il engendre forcément.

A. BENIER.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

LA SOLIDARITÉ SOCIALE

doit être l'objet de la préoccupation des militants ouvriers

L'Assistance Publique, si mal dénommée et qui comporte jusque dans son titre ce caractère de « charité philanthropique » que lui imprègne et que tient à lui conserver la bourgeoisie, mérite de retenir l'attention et d'être l'objet des efforts de tous ceux qui luttent pour l'amélioration sociale.

Il convient de dénoncer l'insuffisance scandaleuse, l'absence totale parfois de mesures existantes de nature à aider ceux que les circonstances de la vie mettent dans l'impossibilité de faire face aux événements qui les accablent.

Les militants du mouvement social, absorbés par des luttes plus directes, ont jusqu'aujourd'hui négligé cette question de solidarité humaine. D'autre part et à vrai dire, la forme et les objectifs des organisations d'avant-garde, limitent les possibilités de celles-ci dans la part active qu'elles pourraient y apporter.

Le S. O. I. a l'intention, sinon de combler toutes les lacunes, tout au moins d'apporter dans ce sens un effort maximum. Pour ma part et selon le travail qui m'est dévolu dans la collaboration à notre revue, je vais m'efforcer, en restant surtout sur le terrain social administratif, d'exposer ce qui existe, d'en signaler le caractère, d'en souligner et dénoncer l'incohérence et la ridicule insuffisance.

Les hôpitaux, ces « cliniques des pauvres » dont on parle beaucoup en ce moment, feront l'objet du prochain article ; avec des chiffres, avec des faits, nous prouverons qu'en l'état actuel des choses le manque de place aboutit à faire faire « boule de neige » à la maladie, surtout aux maladies contagieuses. Les malades ne sont pas hospitalisés à temps, les hospitalisés sont souvent renvoyés avant guérison, les femmes après leurs couches sont renvoyées au bout de onze jours et sont tout naturellement destinées aux complications que provoque leur état. Les consultations médicales de toutes sortes sont si fréquentées, qu'il est matériellement impossible aux médecins, si bien intentionnés soient-ils, d'examiner sérieusement tous les consultants.

Les tuberculeux qui, soignés à temps, pourraient être sou-

vent, sinon guéris, du moins grandement améliorés, attendent des mois et des mois l'envoi dans un sanatorium, si bien que pour un grand nombre, quand le moment de partir dans un sanatorium est arrivé, la maladie a fait de tels progrès qu'ils sont devenus inguérissables et que trop souvent hélas, ils ont, en raison même de l'exiguïté de leur logement, contaminé leur famille !

Nous examinerons ce qui est fait (c'est ce qui n'est pas fait qu'il faudrait dire) pour aider la mère, dans quelles conditions et dans quelles proportions les facilités pour élever son enfant lui sont apportées. Ce qui est fait pour l'enfant, quelles sont les mesures préventives qui sont prises (ou plutôt qui ne sont pas prises) pour en faire un homme sain et robuste.

Nous exposerons la situation faite aux vieillards, infirmes et incurables, dont la royale allocation de 30 francs par mois, déjà combien insuffisante avant guerre, n'a même pas été, dans certain cas, doublée aujourd'hui, et ne dépasse jamais le triplement dans les autres cas, les restrictions avec lesquelles ces allocations dérisoires sont attribuées. Nous verrons comment sont traités une grande partie de nos aliénés, envoyés dans des établissements de province, avec un prix de journée dont le taux minime est tout une indication. Nous aurons beaucoup à dire sur le chevauchement et les contradictions existantes entre les administrations dont relèvent actuellement ces différents domaines. Sur le caractère et le but des œuvres confessionnelles qui, sous le couvert philanthropique, bien subventionnées, officiellement favorisées interviennent et trouvent le terrain « *forcement* » favorable à la propagation de leurs idées, génératrices de résignation et de maintien en tutelle du prolétariat.

Il est évident qu'entreprendre une démonstration de cette ampleur, la rendre suffisamment suggestive pour obtenir des résultats, n'est pas une mince tâche ! Mais cela ne doit pas être un travail au-dessus de nos forces. Nous allons en tous cas, en apportant à notre revue et en y puisant les éléments nécessaires, nous efforcer de remplir cette tâche.

J. CASTELLAZ.

Face à la Loi BARTHOU-FOUGÈRE les Locataires EXIGERONT la réalisation de leurs revendications

Le parlement vient de doter les locataires d'une nouvelle loi. C'est la trente-deuxième depuis la guerre. Le but de cette loi est d'imposer aux locataires de nouvelles augmentations de leur loyer, cent cinquante pour cent immédiatement sur le taux de 1914 et à partir de 1931 quinze pour cent en plus chaque année, mais elle a aussi pour but de les ramener au « droit commun » à la fin de son application.

Ce n'est pas la première loi sur les loyers qui tend à livrer les locataires pieds et poings liés à la propriété immobilière. A l'exception de celle de 1918, qui a été votée à un moment où la bourgeoisie n'était pas du tout tranquille sur le sort qui lui serait fait lorsque les « héros » de la grande guerre rentreraient dans leurs foyers, toutes les autres lois ont enlevé aux exploités du logement une partie des garanties qui leur avaient été accordées en 1918.

En 1922, on a tâté le pouls des locataires sur les augmentations en permettant aux propriétaires de leur faire subir des majorations qui pouvaient varier entre 0 et 75 0/0. Les locataires n'ont rien dit et se sont cantonnés dans une action strictement juridique et à la fin de l'application de la loi le maximum était dépassé pour pas mal d'entre eux.

La loi de 1926 les a tâtés en ce qui concerne les prorogations. Elle a enlevé toute protection à ceux qui habitent des communes d'une population inférieure à 4.000 habitants, aux locataires étrangers, à ceux des habitations à bon marché ainsi qu'aux salariés logés. On y a intégré les paliers dont le but est de diviser les locataires pour les ramener plus facilement au « droit commun ».

A ce sujet, il est bon de rappeler aux parlementaires socialistes qui prétendent que si la majorité de la Chambre était de gauche, la loi serait meilleure, que celle de 1926 a été votée par le bloc des gauches. L'amendement qui a consacré les paliers a été déposé par MM. Cautru, réactionnaire, Chenier, radical, et Eugène Frôt, socialiste. Au vote, 38 députés seulement se sont prononcés contre, les socialistes se sont abstenus. La voilà bien l'Union Nationale sur le dos des ouvriers, des employés, des fonctionnaires et même des petits commerçants et artisans.

La Chambre actuelle ne fait que suivre l'exemple que lui a donné celle qui l'a précédée. L'une et l'autre ne pouvait prendre un autre attitude, parce que gauche ou droite, c'est toujours la même bourgeoisie capitaliste qui en tire les ficelles et dans le problème du logement comme dans tous ceux qui intéressent les tra-

vaillours, on ne peut pas servir les intérêts des exploités tout en ménageant ceux des exploitours.

*
**

Les pouvoirs publics savaient très bien que la classe ouvrière n'accepterait pas facilement les nouvelles augmentations de loyer, qu'ils voulaient lui imposer. Ils se sont efforcés de la tromper par une campagne de presse bien menée et par le vote de la loi Loucheur.

Pourquoi, a-t-on dit aux locataires, ne voulez-vous pas comprendre que les loyers doivent être majorés dans la proportion de l'indice général de cherté de vie? Et comme la loi ne s'applique qu'aux immeubles construits avant 1914, on arrive ainsi à vouloir donner aux propriétaires un revenu d'après-guerre sur une marchandise d'avant-guerre.

Si on ne construit pas, a-t-on dit aussi, c'est la faute aux lois de protection! Or la loi ne s'applique pas aux immeubles construits depuis 1914. Les propriétaires peuvent donc tirer des immeubles bâtis actuellement le revenu qu'ils veulent et ils ne s'en privent pas.

La vérité, nous la trouvons dans le numéro de mars 1928 de *La Chambre des Propriétaires*, organe des propriétaires de la région parisienne. « Notre président, y est-il dit, obtint (du conseil national économique) que tout programme de construction ne fût admis qu'à la condition que les pouvoirs publics tendent à un retour progressif à des loyers normaux. »

Voilà le chantage! Nous ne construirons, ont dit les propriétaires, que si vous nous promettez de ramener tous les locataires au droit commun et s'ils ont laissé voter la loi Loucheur, c'est qu'ils savaient qu'elle est insuffisante pour les gêner dans l'exploitation de leurs locataires et surtout parce qu'à l'aide de la loi Loucheur on pensait pouvoir détourner l'attention des locataires de la loi Barthou-Fougère.

La loi Loucheur prévoit la construction de 200.000 logements en 5 ans. Il en faudrait 240.000 rien que pour remplacer ceux qui tombent de vétusté. La crise du logement va donc conserver toute son acuité, même lorsque la loi Loucheur aura reçu son application intégrale. En revanche, les locataires se trouveront alors sans aucune protection en face de leur propriétaire. Ce sera pour eux des augmentations sans limite et des expulsions.

Mais les pouvoirs publics ont compté sans la résistance des travailleurs. Ceux-ci rejoignent toujours plus nombreux les rangs de l'Union Confédérale des Locataires qui s'est débarrassée de toute idéologie réformiste. C'est classe contre classe qu'elle mène la bataille. Elle engage les locataires à constituer leur comité de maison, de rue et de quartier et à se lier solidement à l'action ouvrière. C'est à eux maintenant à prendre l'offensive et à exiger la réalisation de leurs revendications.

L. DIEULLE.

LA MISÈRE SOCIALE DES ANCIENS COMBATTANTS et Victimes de la Guerre

Le système capitaliste de production fait de nombreux déchets de matériel humain et la dure loi du « profit » qui domine l'économie actuelle se traduit, pour de nombreux travailleurs, par une misère physiologique et sociale aggravant encore davantage les conditions d'exploitation que le capitalisme impose au prolétariat.

Il suffit de citer les mutilés du travail, victimes, dans la majorité des cas, d'une incurie patronale qu'explique seulement le souci d'une production intense, sans aucune des mesures élémentaires de protection, pour avoir une première idée de la misère sociale à laquelle sont acculées certaines couches de producteurs, dont le nombre s'accroît en raison directe de la politique « rationalisatrice » pratiquée par l'industrie, pour obtenir un moindre prix de revient lui permettant de soutenir la concurrence de ses rivales.

Et si, par ailleurs, on se penche sur les conditions de logement et de nutrition auxquelles les couches les plus pauvres du prolétariat sont astreintes, on saisit tout de suite la relation de cause à effet existant entre cette situation et le développement de maladies affectant un véritable caractère social.

Nul ne saurait, en effet, contester que les immondes taudis dans lesquels croupissent des populations entières ne déterminent pas les ravages de la tuberculose, cependant que la *sous-alimentation*, *filles des maigres salaires*, fait de l'organisme humain affaibli, la proie facile de toutes sortes de maladies.

Des laudateurs intéressés au capital peuvent se réjouir de l'amélioration du sort des ouvriers par des comparaisons tendancieuses entre notre époque de technique développée et les époques antérieures, mais ils passent sous silence la famine chronique à laquelle sont réduits ds peuples coloniaux à une époque où la production est pléthorique, pas plus qu'ils ne disent un mot de la plaie du chômage que le capitalisme porte dans ses flancs, et de l'accroissement de la mortalité dans les milieux ouvriers à une heure où la science serait à même, *si elle était orientée vers les œuvres de vie et non pas vers la mort*, de remédier à un état de choses aussi tragique.

*
**

Mais si le capitalisme broie les masses de travailleurs dans son procès de production et d'expansion coloniale, qui en est la conséquence logique, il fait encore pire au cours des crises périodiques et inéluctables qui aboutissent à la guerre.

On ne se rend pas bien compte de l'énorme consommation de matériel humain qui fut faite au cours de la dernière guerre et, pourtant, les chiffres en sont éloquentes.

Il n'est pas inutile, à l'heure où s'accroissent les plus graves

dangers de guerre, de les mettre sous les yeux des travailleurs afin qu'ils n'oublent pas. Dans l'ensemble des pays belligérants, la guerre de 1914 à 1918 coûta la vie à plus de 12 millions d'hommes, et le nombre total des blessés s'éleva à plus de 21 millions.

Les tués sont impudemment annexés par les patriotes professionnels et le culte des morts de la guerre est devenu une sorte de religion patriotique à l'aide de laquelle la bourgeoisie prépare les esprits à l'acceptation d'un nouveau massacre. Mais les blessés, que sont-ils devenus? Beaucoup d'entre eux n'ont pas survécu longtemps à leurs blessures, et le gouvernement se garde bien de fournir des statistiques sur la mortalité survenue depuis dix ans, non pas seulement chez les blessés et malades de guerre titulaires de pensions, mais encore chez les anciens combattants dont la santé ne semblait pas compromise.

Il meurt chaque mois plus de 6.000 tuberculeux de guerre. Beaucoup de ces tuberculeux « s'en vont » sans avoir pu faire reconnaître leurs droits à pension, et l'on ne peut évoquer la disparition de ces victimes du régime sans songer aux veuves et aux enfants, la plupart du temps contaminés, qui restent derrière eux.

C'est une véritable génération de tuberculeux qui grandit aujourd'hui et constitue le plus définitif des réquisitoires contre un système social générateur de telles misères. Que fait-on pour essayer de sauver ces innombrables victimes des suites de la guerre? Certaines œuvres privées se constituent dans un évident souci de propagande pro-capitaliste, mais les pouvoirs publics, occupés surtout à mettre au point leur technique de guerre, se contentent de déclarations pleines de sollicitude à l'égard de ces innombrables malheureux.

*

**

On peut dire que les « héros », et répétons « héros », fournissent un énorme contingent à la grande armée de la misère, qui juge à sa juste valeur « la civilisation capitaliste », et même dans certains pays ces faits prennent un tel relief que les gouvernants sont impuissants à les dissimuler ou à les estomper.

C'est ainsi qu'en Bulgarie, par exemple, les anciens combattants et victimes de la guerre sont dans une misère effroyable. Les pensions de guerre égalent environ 1/8 des pensions françaises et si l'on ajoute à cela qu'en France les pensions de guerre devraient être majorées d'environ 40 0/0 pour correspondre au coût de la vie, on peut saisir d'emblée le tragique de la situation des mutilés bulgares.

D'ailleurs, en tenant compte de cela, l'Internationale des Anciens Combattants, dont l'A. R. A. C. est la section française, organisa, il y a plusieurs mois, une souscription internationale pour venir en aide à ces frères de misère et les fonds recueillis, transmis par la suite en Bulgarie par l'intermédiaire du S. O. I., furent confisqués par le gouvernement, et de nombreuses interventions furent nécessaires pour obtenir la restitution de cette somme.

Qu'est-ce à dire, si ce n'est que la bourgeoisie entend recouvrir d'un voile pudique les profondes misères qu'elle engendre, et nous entendons d'ici les discriminations que ne manqueront pas de faire certains optimistes dans le mauvais sens du mot, lesquels renouvelés de Candide, trouvent que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

*

**

Certes, si nous examinons la situation en France sous ce rapport, nous la trouverons moins mauvaise qu'en Bulgarie et dans certains autres pays, cependant on ne peut ignorer le fait que l'insuffisance des pensions oblige de nombreux mutilés et malades à rechercher dans un travail auquel ils sont inaptes le complément de ressources nécessaires à leur subsistance.

Nombreux sont aussi les anciens combattants non pensionnés qui, dix ans après la guerre, subissent les effets déprimants de la vie anormale à laquelle ils furent astreints et ne peuvent suivre, malgré tous leurs efforts, le rythme de production qu'exigent le travail à la chaîne et les diverses méthodes de taylorisation.

Déchets humains à qui le capitalisme fait durement sentir sa poigne en les faisant travailler plus qu'ils ne peuvent, en les tenant sous la férule d'un salaire basé sur la production, les anciens combattants et victimes de la guerre donnent l'affreux spectacle d'une infériorité sociale aggravant d'autant leurs misères physiologiques, et leurs enfants sont les premières victimes de cette douloureuse situation.

Il est vrai que pour compenser cela, la bourgeoisie utilise les diverses associations dont elle tient les ficelles pour leur distribuer des éloges patriotiques et flatter en eux de vains sentiments de gloire. Toutefois, quelle que soit l'efficacité de ces moyens de pression, la réalité s'impose par sa brutalité même, à toutes ces victimes du régime, et de même que pour défendre leurs intérêts de producteurs les anciens combattants doivent participer à toutes les actions des syndicats unitaires, les seuls qui ne soient pas manœuvrés par nos ennemis de classe, de même avec l'A. R. A. C. ils ont pour devoir élémentaire de lutter en vue d'arracher le rajustement des pensions de guerre et l'élargissement des droits à pension, dont le gouvernement restreint chaque jour la portée, soucieux qu'il est de rogner le plus possible sur ce qu'il doit aux « revenants de la dernière » pour le consacrer aux armements de la « chaîne ».

Les prolétaires durement frappés par une infériorité sociale ont tendance, si l'on n'y prend garde, à ne pas lever les yeux sur les véritables causes de leur situation, mais à jalouser leurs frères de classe, et les manœuvres de la bourgeoisie aidant, ils peuvent inconsciemment devenir d'aveugles instruments entre les mains d'un régime dont la force est surtout faite de la division de ses esclaves.

C'est pourquoi, dans le sens indiqué plus haut, par l'action des syndicats unitaires et de l'A. R. A. C., les anciens combattants et victimes de la guerre peuvent et doivent être arrachés à la passivité, à une résignation pétrie de jalousie à l'endroit des travailleurs plus vigoureux. Ils peuvent être gagnés à l'esprit de classe et contribuer à lutter contre le système social dont ils sont les victimes au lieu de le servir sans qu'ils s'en rendent compte.

*

**

Cependant, en plus de cela, il faut bien se dire que la charité bourgeoise s'entend à faire supporter la misère. Dames patronesses et religieuses vont souvent frapper aux portes des logements

ouvriers, elles donnent quelques petites choses, font en même temps une propagande habile, s'intéressent aux enfants amnésés, leur procurent quelques vêtements pas chers, et là où l'injustice sociale devrait susciter la colère, l'hypocrite charité vient apporter un baume consolateur.

Ce n'est pas une des moindres méthodes de domination capitaliste que cette charité au compte-gouttes faisant accepter la misère sans récriminations, et poussant à mendier au lieu de lutter. Aussi le rôle du S. O. I. apparaît-il dans ces conditions nécessaire et digne d'intérêt.

Il ne s'agit nullement de soulager individuellement telle ou telle misère, mais d'organiser la solidarité effective de tous les prolétaires en faveur de ceux d'entre eux qui sont frappés par une plus grande misère. *Les vacances d'enfants, les secours collectifs aux populations accablées par de durs conflits ou toutes autres causes de misère*, constituent en effet la base de son activité.

Croix-Rouge prolétarienne. C'est ainsi que le S. O. I. se désigne lui-même et la bourgeoisie sent fort bien qu'en substituant la notion de *solidarité de classe* à l'*hypocrite charité* de la bourgeoisie, consécration de l'injustice qu'elle engendre. C'est en réalité dans le sens du renforcement de la lutte des classes qu'il agit.

C'est pourquoi toutes les sections de l'A. R. A. C. auront à cœur d'aider le S. O. I. et travailleront en même temps qu'à soulager les plus flagrantes misères dont souffrent les travailleurs, à hâter la fin de la grande misère du prolétariat courbé sous la botte du capitalisme.

JACQUES DUCLOS.

Sans Blague !

M. Maurice de Waleffe, alias Kartofel, Français de pure race, est un rigolo d'un autre genre que le Guggenheim que nous citons d'autre part. Chacun se rappelle l'histoire de ses godillots pendant la guerre et de son caporalat. Passons.

Il vient d'avoir, 11 ans après la guerre (il a l'esprit prompt), une idée vraiment lumineuse. Lui seul était capable de cela. Il propose d'abord de changer la date de la fête nationale en France et il s'oppose en même temps, et du même coup, à ce que l'on détruise la Tour Eiffel pour les fins mirobolantes qu'on va voir :

« Pour savoir s'il convenait, esthétiquement, de raser la Tour Eiffel pour ériger à sa place un monument plus esthétique ? Holà ! Pour moi, je la trouve fort belle. Mais nous ne savons pas l'employer. Un poste de T.S.F., un belvédère pour touristes, voire un affichage de publicité, ce n'est pas assez. Les hauts lieux, chez tous les peuples, furent toujours consacrés au culte. Si nous n'avons plus de dieux, nous avons encore des héros.

Quand Foch mourut, c'est là-haut, et non misérablement au ras du sol, qu'il eût fallu hisser son catafalque illuminé, visible des quatre coins de Paris. Et le jour, heureusement encore infiniment lointain, où nous perdrons un autre maréchal de France, c'est là-haut que l'uniforme aux sept étoiles doit reposer pendant la veillée funèbre, comme déjà mêlé aux sept étoiles de la Grande Ourse, parmi les constellations de la patrie ! »

Qu'en dites-vous ?

LE PRIVILÈGE INDÉSIRABLE ⁽¹⁾

Il n'est personne, à Paris, qui n'ait remarqué ce petit fait : aux heures d'affluence ou lorsque pour une cause quelconque les taxis sont pleins, le métro embouteillé, les autobus complets et qu'une foule de candidats-voyageurs encombre les points d'arrêts des voitures de transports en commun, il se produit presque toujours une petite manifestation hostile contre les gaillards qui, munis de la carte de priorité des mutilés ont le privilège de fendre la foule, et de passer les premiers, devant la longue théorie des morfondus.

Etant moi-même porteur de ce petit carton rouge, j'ai pu observer cela bien des fois. Ça n'est encore — je le dis en hâte! — qu'un vague murmure, parfois un : « A la queue! » sans résolution et, du reste, vite étouffé par les « Chut! » des voisins.

Mais lorsqu'on se souvient des débuts de l'exercice de ce privilège, de l'assaut de générosité de la foule, des : « Laissez passer » obligeants et inutiles — lancés de toute part, on est forcé de constater que l'opinion publique a marché vite, à notre égard, en dix ans...

Je ne récrimine pas. Je ne réclame pas : je constate. Au reste et pour enlever à cet article tout caractère *pro domo*, je déclare que, aussi avantagé que quiconque sous le rapport de la force physique, je laisse — sauf urgence — le bénéfice de ce même privilège aux mutilés des membres inférieurs, aux débiles, aux gazés, pour qui il fut — du reste — créé.

Constatons donc que, de plus en plus, l'opinion publique se départit de ce respect de commande, de cette admiration surfaite, qu'elle montrait pour les « héros ». L'exemple vient de haut. Les puissantes « Sociétés anonymes » qui recherchaient des mutilés décorés pour en faire des concierges, des larbins et des huissiers à chaîne, ont commencé. Dans leurs antichambres, la bonne gueule couturée d'un briscard en livrée, avec sa croix de guerre abondamment barrée de bananes dorées, inspirait confiance à M. Gogo. Le Français moyen abandonne volontiers son argent aux entreprises patriotiques, comportant dans l'ordre hiérarchique un général au Conseil d'administration, et un mutilé de deuxième classe pour tirer le cordon.

Les temps sont venus, où se réalise le mot amer du blessé de 1914 :
— Aujourd'hui héros, demain cul-de-jatte!

Et tant mieux, après tout! Les hommes de cœur, parmi nous, n'acceptaient pas sans humeur les faciles apitoiements des bonnes personnes. J'ai vu des regards noirs, des propos hérissés saluer les condoléances vaines des âmes compatissantes. C'est une vieille dame, que je connais bien, qui disait :

— Ces gens-là ont un sale caractère. On dirait qu'ils vous en veulent de ce qu'on les plaint.

Vous ne croyiez pas si bien dire, chère dame.

Pour celui qui garde inscrit dans sa chair le souvenir des souffrances

(1) Cet article est reproduit du Canard Enchaîné, qui dit en riant (c'est un parti de rire) des vérités cruelles pour notre beau régime.

subies en vain, des sacrifices qui n'eurent pour résultat que d'assurer un peu plus le triomphe du négoce, du putanat et de la politiciaille, il n'est plus qu'un asile : oublier. Et c'est un asile d'accès facile. Vous n'imaginez pas avec quelle simplicité cette « gueule cassée » oublie son masque raviné, ce manchot sa manche vide, ce paralysé sa petite voiture. On les voit sourire aux dames, faire les jolis cœurs, sans jamais une allusion à leur état. On dit : « Ils sont courageux ! » Même pas ! Ils ont oublié. Ils n'imaginent pas qu'ils sont différents des autres. Ils ont gagné leur asile, ils villégiaturent à Amnésie-sur-Léthé.

C'est de là que vous venez les débusquer avec vos simagrées et patenôtres ? Ils vous fusillent d'un regard féroce et passent. Ne vous étonnez pas, barbares, et surtout ne recommencez pas. Ingéniez-vous, au contraire, à les persuader que, les bonnes choses de ce monde : l'amour, le sourire des jeunes femmes, les satisfactions de l'élégance, le plaisir des sports, tout ce qui leur fut ôté, ils en peuvent encore avoir leur part, et que, s'ils ne la prennent pas, c'est que, pour le moment, ils n'en ont pas envie : voilà tout.

**

Et puis cessez de les considérer comme privilégiés, car cela les agace.

Et cela comporte un autre danger : cela agace les « autres », les préservés, les bien-portants. Je vous en ai déjà donné un faible indice en commençant. Prenez garde que cela n'augmente dans d'effroyables proportions. Si vous ne voulez pas avoir, à bref délai, une occasion de plus de rougir de votre qualité d'homme, ne tentez pas le mufle : il en profiterait.

Je sais : il est au Parlement, dans les congrès, dans la presse, une race avide et bruyante qui s'est fait de la défense du mutilé et de l'ancien combattant une profession grassement rétribuée. Le métier rapporte : on défend le « poilu ». Et, prébendes, places, décorations, sièges, de pleuvoir sur ces vaillants défenseurs.

Mais entendez ces murmures. Demain ce seront des clameurs. Demain, grâce au zèle des défenseurs appointés du combattant, qui ont introduit un privilège à leur bénéfice dans la loi sur les loyers, un ancien combattant devra cacher ses antécédents pour trouver un logement. Nos propriétaires, patriotes et revanchards, fuiront cette engeance incommode qui prétend avoir des droits dans leurs immeubles.

Des droits ? Sans blague ! Ils ont eu le *devoir* d'aller se faire casser la gueule, le droit de la boucler est venu ensuite, pour ceux qui l'avaient rapportée entière.

S'ils l'avaient voulu, en 1918, l'Europe leur appartenait ; cette Europe à laquelle on les avait sacrifiés. Ils n'ont pas voulu. Aujourd'hui, ils voudraient réclamer les miettes de ce festin que leur lâcheté a servi à leurs maîtres ?

Ils n'auront rien. C'est justice.

PIERRE SCIZE.

LE MÉDECIN SOCIAL

Dans notre société, les animaux, les chevaux par exemple, sont traités, dans les grands centres d'élevages, avec les dernières méthodes du progrès scientifique, alors que pour la race humaine il n'a été pratiquement rien fait. A l'heure actuelle c'est en France que nous trouvons la mortalité infantile la plus élevée.

C'est là un record dont nous n'avons pas à nous enorgueillir.

Alors que dans l'armée on n'utilise le cheval qu'à l'âge de six ans, qui correspond à la vingt-cinquième année chez l'homme, nous savons à quel âge le jeune prolétaire est retiré de l'école et de sa famille pour être envoyé à l'atelier ou aux champs. Le résultat est que parmi les prolétaires il meurt huit fois plus de jeunes gens que parmi la bourgeoisie. Nous demandons que dans une société qui a vu en cent ans sa force de production multipliée par cinquante, c'est-à-dire que là où un seul ouvrier produisait il y a cent ans, nous avons aujourd'hui des machines qui produisent cinquante fois plus, nous demandons, dis-je, dans cette situation, où l'avance pourrait être facile pour tous, ceci simplement : que le prolétaire soit aussi bien traité que les animaux.

C'est là une prétention qui n'a rien d'exagéré pour l'esprit le plus timide. Voilà notre tâche : Organiser l'élevage scientifique humain.

Par élevage humain nous entendons prendre l'enfant dès avant la conception et le suivre jusqu'à l'extrême vieillesse. Tâche immense, dans laquelle nous accueillerons toutes les compétences et toutes les bonnes volontés.

MÉTHODE PRATIQUE

Nous savons que seule une société à base prolétarienne et à but prolétarien est capable de réaliser une pareille tâche, mais nous savons aussi que malgré nos faibles moyens et avec l'aide de toutes les bonnes volontés nous pourrions déjà réaliser quelque chose.

Nous tâcherons de réunir toute la documentation possible sur ce qui a été fait :

- 1° En France, surtout dans les municipalités prolétariennes;
- 2° En U. R. S. S., pays qui dans cette voie tient incontestablement la tête de la civilisation;
- 3° En Amérique;
- 4° En Angleterre et en Allemagne.

Dans chaque numéro nous étudierons un ou plusieurs problèmes et chaque fois nous tâcherons de donner une solution pratique, applicable en France.

LA MÉTHODE PHYSIQUE (d'après la méthode soviétique)

Quand on parle de culture physique on pense immédiatement à certains exercices très durs, qui viennent accroître la fatigue de la journée, aussi est-elle réservée à quelques sportifs aussi héroïques que rares.

Il faut d'abord nous entendre sur ce mot culture physique. L'enfant qui vient de naître est une boule élastique dont les articulations permettent des mouvements très étendus; l'enfant peut se mettre le pied à la bouche sans effort ou sur la tête. Essayez d'en faire autant.

L'acrobate est un homme qui, par des exercices appropriés, donne à certains de ses articulations la souplesse de l'enfance.

Or, le maillot dans lequel on serre l'enfant commence déjà par limiter la mobilité des articulations; par les habitudes de la vie, l'école, et surtout les professions, en ne faisant appel qu'à une minorité d'articulations, agissent exactement comme le maillot de la première enfance.

Prenez un geste simple comme celui qui consiste à porter un morceau de pain à la bouche, regardez de près et vous verrez que dans ce geste toutes les articulations du bras fonctionnent, mais aucune ne fonctionne à fond. Il en est ainsi de tous les gestes courants et de tous *les métiers*.

Or, toute articulation qui ne fonctionne pas à fond voit sa mobilité diminuer et même finit par se souder. Le blessé qui reste immobilisé pendant de longs mois dans une gouttière finit par ne plus pouvoir plier ses membres. De même, *tout muscle qui ne fonctionne pas à fond finit par perdre son élasticité*. Les boxeurs voient bien comment leurs muscles fondent dès qu'ils cessent l'entraînement.

Nous arrivons donc à cette formule, il y a dans le corps humain des centaines de muscles et d'articulations, la vie est faite de telle façon qu'aucun métier, si dur soit-il, ne fait jamais fonctionner à fond tous ces muscles et toutes ces articulations et par conséquent tous ces organes finissent automatiquement par perdre leur qualité, c'est-à-dire que la vieillesse arrive à grands pas.

Ceci est tellement vrai que les métiers réputés les plus durs, comme celui de cultivateur et de forgeron, sont aussi ceux qui fournissent le plus de petits

Une bonne leçon de culture physique sera donc celle qui en un petit nombre de mouvements fera fonctionner tous les muscles et toutes les circulations du corps.

C'est là la culture physique fondamentale de base. Elle est à peu près exclusive de toute fatigue et elle s'applique à tous les âges de la vie.

Metchnikoff avait remarqué qu'une des principales causes de la vieillesse précoce est l'intoxication intestinale, la fermentation des matières intestinales donnent des poisons plus toxiques que l'alcool. Il avait espéré empêcher les gens de vieillir en leur faisant avaler des microbes inoffensifs, des bacilles lactiques, qui devaient étouffer les autres.

Metchnikoff a échoué parce qu'il a oublié la cause principale de l'intoxication intestinale, le relâchement des muscles abdominaux, les gros ventres pleins de fermentation sont guéris par la culture physique.

Tous ceux qui ne font pas de culture physique, quel que soit leur âge, sont comme le vieux général, qui pisse sur ses genoux, des gens physiologiquement rétrécis.

Pour rester jeunes et solides faites de la culture physique.

La culture physique s'applique à tous les âges et à tous les métiers, c'est là une idée nouvelle, que chacun doit s'enfoncer dans la tête.

Cette culture physique de base, chez certains, peut être complétée par les cultures physiques spéciales, comme celle qui prépare à la boxe, ou au cyclisme, etc., que nous laisserons délibérément de côté pour le moment.

Il est évident qu'une leçon-type de culture physique de boxe doit être établie d'une façon rigoureusement scientifique, qu'elle repose sur l'étude de tous les muscles et de toutes les articulations du genre humain. Cela ne s'improvise pas.

La F. S. T. a créé un cours spécial de culture physique pour les moniteurs de clubs. Il est ouvert à tous ceux qui veulent étudier sérieusement.

C'est le devoir de tous les clubs sportifs d'envoyer des élèves à ce cours et d'instituer dans leur sein des séances régulières de culture physique, ouverts à tous.

Rappelons en outre que tous les clubs sportifs doivent instituer chez eux le contrôle médical, c'est la condition même d'un travail sérieux et d'éducation.

La F. S. T. se tient à la disposition de tous pour donner les renseignements nécessaires.

Toutes les municipalités prolétariennes doivent avoir une commission sportive sérieuse.

Toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, etc.) doivent patronner un club sportif.

Docteur MASCRET.

Quelques Principes d'Hygiène Prolétarienne

Les problèmes d'hygiène publique sont nécessairement au premier plan parmi les préoccupations des organismes prolétariens.

Municipalités ouvrières, syndicats, et, le cas échéant, gouvernement ouvrier-paysan, doivent envisager comme une des plus urgentes et des plus nécessaires de leurs tâches celle qui concerne l'amélioration, l'entretien et la défense de la santé.

Il est à peine utile d'indiquer les raisons qui confèrent à cette question son caractère primordial.

Une organisation ou un gouvernement ouvrier étant, par essence, prolétariens, il est légitime et raisonnable qu'ils s'attachent avec énergie et ténacité à la défense et à l'épanouissement de la santé des masses qu'ils représentent.

D'un point de vue plus élevé encore, il est évident que le communisme, doctrine scientifique d'organisation humaine, doit viser à l'entretien et à l'amélioration de l'espèce humaine.

Cette tendance à l'hygiène *organisée*, réglementée suivant un *plan d'ensemble*, est une des particularités du régime prolétarien. En cela comme en bien d'autres matières la conduite de la majorité prolétarienne parvenue au pouvoir s'oppose aux actes de la minorité bourgeoise usurpatrice actuellement organisée en classe dirigeante.

Les exemples concrets ne manquent pas, en effet, qui prouvent avec évidence le manque de directives générales, les négligences, les insuffisances en matière de santé publique sous le régime bourgeois. La surpopulation des quartiers ouvriers, l'absence d'une juste et sévère législation d'hygiène professionnelle, le monopole bourgeois des stations thermales et balnéaires, sont quelques-uns des plus frappants de ces exemples.

Nos adversaires ou les esprits simplement pessimistes opposent à nos critiques haussements d'épaules ou sourires dédaigneux. Ils brandissent au besoin le programme de nombreux groupements de conservation sociale ou de réaction qui expriment périodiquement des vœux en apparence voisins des nôtres. On nous traite de démagogues ou d'utopistes.

A notre tour nous répondons que notre façon de poser le problème de la santé publique diffère en tous points de la manière bourgeoise.

Nous allons plus loin et nous prétendons que seul le prolétariat est capable de mener à bonne fin la solution de ce problème. Quitte à enfoncer éternellement le même clou, il faut répéter ici que ces questions, comme tant d'autres, ne peuvent être envisagées que sur le terrain de classe.

Il serait contraire à toute logique, à toute loi d'évolution sociale, que la classe bourgeoise puisse mener à bien l'organisation de l'hygiène du prolétariat qu'elle exploite. Tout au plus est-elle capable de s'y intéresser dans la mesure où cette hygiène représente une garantie pour sa propre santé en prévision d'une éventuelle épidémie.

Au contraire, il est aisé de comprendre l'ardeur, la sincérité, l'ingéniosité que pourra mettre le prolétariat devenu classe dirigeante, à entretenir la santé publique, sa propre santé!

La bourgeoisie s'occupe avant tout d'elle-même. Ce n'est que par démagogie, hypocrisie, ou lâcheté, qu'elle règle très insuffisamment les affaires sanitaires de la nation.

Le prolétariat éprouve dans sa chair l'intérêt direct, immédiat, d'une transformation ou d'une rénovation complète en matière d'hygiène. Lui aussi *doit se placer sur le terrain de classe*, mais il a le droit et le devoir de le faire franchement, ouvertement, car le terrain de classe du prolétariat c'est celui de la majorité de l'espèce humaine.

A cette différence fondamentale entre hygiène bourgeoise et hygiène prolétarienne il faut en ajouter d'autres qui dérivent de la première.

L'hygiène sociale bourgeoise est, au premier chef, *individualiste*, et essentiellement *curative*. Les tentatives de prophylaxie collective sont insuffisantes, timides, avortées. Les graves questions urgentes ne sont pas abordées de front.

On est obligé de reconnaître la gravité du péril tuberculeux ou vénérien, mais que fait-on de puissant, de décisif, de révolutionnaire pour attaquer ces ennemis?

Le seul fait d'être obligé de recourir à la création de « timbres » antituberculeux, le seul fait de discuter encore l'utilité d'une éducation sexuelle, le tapage entrepris à l'occasion d'un quelconque « Bal des petits lits blancs » sont autant de preuves de la pauvreté des moyens mis en œuvre!

A cette hygiène impuissante et périmée, nous devons opposer le principe d'une hygiène *collective* et *prophylactique*.

Hygiène des larges masses, hygiène vraiment révolutionnaire, hygiène qui n'hésite pas à évacuer puis à dynamiter l'« ilot insalubre », à exproprier le bourgeois trop largement logé!

Hygiène de défense, beaucoup plus que de réparation. Construction et non pas replâtrage.

C'est tout le vaste programme sanitaire où l'architecture, la médecine, l'art, se fusionnent et s'associent...

Préventorium, maisons de repos et de convalescence, habitations salubres, crèches modernes, éducation sexuelle, avortement légal, etc.

« Des mots, des mots, encore des mots », nous dira-t-on, « des mots comme les autres, mais nous vous attendons aux actes ».

Soit, car nous avons les reins solides, nous savons ce que nous voulons et où nous allons.

Il est en effet révoltant et réconfortant de penser que l'humanité possède, *dès maintenant*, l'essentiel des moyens qui lui sont nécessaires pour mieux vivre et se mieux porter. Il suffirait de vouloir les adapter, les développer, les utiliser.

La bourgeoisie ne le veut pas et ne le peut pas, car elle ne serait plus bourgeoise.

En matérialistes avertis et conscients, nous ne construisons pas une société de rêve où les hommes seraient bons du jour au lendemain, les bacilles vaincus, le secret du cancer dévoilé!

Nous disons simplement que le prolétariat peut, très rapidement, avec les seuls moyens mis à sa disposition par la science et la technique modernes, améliorer considérablement l'état sanitaire des collectivités.

Sans pouvoir même esquisser en si peu de lignes la foule massive des questions à étudier, il en est une qu'il faut néanmoins effleurer, en raison de son importance et de son originalité révolutionnaires :

C'est le problème de *l'amélioration de l'espèce humaine*.

Que de dégénérés, d'infirmes, de débiles, qui doivent leur déchéance à l'absence d'un système organisé « d'élevage » humain!

Les problèmes d'examen pré-nuptial, l'hygiène de la procréation et surtout l'hygiène infantile sont pour nous de première importance.

Ce sont tous ces principes généraux aussi bien que toutes ces questions de détail que nous nous proposons d'étudier et de développer ici.

Un tel travail ne revêtira pas seulement un intérêt doctrinal ou philosophique. Il ne constituera pas seulement une tâche en quelque sorte pré-révolutionnaire. En effet, sans ignorer que seule la prise du pouvoir par le prolétariat permettra la mise en œuvre des vastes moyens nécessaires à une édification d'ensemble, il ne demeure pas moins possible d'amorcer ce travail et de s'y entraîner.

C'est la tâche des municipalités ouvrières, des syndicats, du S. O. I. Dans le cadre étriqué de la législation bourgeoise, il leur est possible de donner à la classe ouvrière qu'ils représentent quelques améliorations immédiates imprégnées de cet esprit réaliste et puissant d'hygiène collective dont nous voulons fixer les principes et les règles. D^e STEEN.

AUTO OU PAS AUTO

Ce titre très suggestif est celui d'un article du plus fameux des journalistes parisiens, le mieux informé, le plus intelligent et surtout, à n'en pas douter : le plus spirituel. J'ai nommé M. Louis Forest.

Vous en doutez ? Voici un extrait de cet article paru dans le *Temps* et avec sa photographie que j'ai placée depuis dans ma chambre à coucher.

« ...Il faudra bien, un jour, ne plus tourner en rond dans les vieilles formules. En ce temps, pourra assurer le bien-être du peuple, on reconnaîtra que nous sommes dans une ère nouvelle où tout progrès social est d'abord progrès du moteur. Les historiens écriront alors qu'à la révolution par l'orateur s'est substituée la révolution par l'ingénieur.

Pour illustrer cette opinion qu'on me permette de rappeler ici une petite histoire que j'ai racontée, il y a quelques années déjà, avant une période d'élections générales.

« Un vieux philosophe, ai-je écrit, a rencontré trois jeunes hommes très perplexes. Ils n'avaient jamais voté. Ils voulaient choisir avec intelligence : de quel parti politique êtes-vous ? demandèrent-ils au vieux philosophe.

- Moi, répliqua-t-il, je suis d'un nouveau parti. Je suis « auto ».
- Quoi ?
- Mes amis, aujourd'hui tout le problème de la civilisation se résume en cette formule : *Auto ou pas auto !...* Désirez-vous une auto ?
- Ça, oui, répondirent les jeunes gens.
- Pourquoi n'en avez-vous pas ?
- Pensez-vous que la meilleure société serait celle qui vous fournirait les moyens d'en avoir une ?
- Faut de moyens.
- Certes.
- Pensez-vous qu'une nation où 95 0/0 des gens qui ne sauraient ni lire, ni écrire, serait une belle société ?
- Non.
- Quelle est la nation qui fabrique le plus de voitures ?
- Les Etats-Unis : 4 millions par an et plus. Chaque famille y peut ou y pourra bientôt disposer d'un de ces véhicules.
- Combien d'autos circulent en Russie ?
- C'est insignifiant.
- En Russie, 95 0/0 des gens ne savent ni lire ni écrire. La société américaine avec ses écoles, son goût d'avance, ses concurrences, ses ingénieurs, son capitalisme se rapproche donc plus de votre idéal, si vous l'exprimez ainsi : *Auto pour tous ou pas auto ?*
- Oui.
- Par conséquent une nation « à la page » doit chercher à fabriquer le plus d'autos possible, doit s'organiser de façon à en faire circuler le plus possible...
- Oui...
- Eh bien, mes amis, s'écria le vieux professeur, vous en savez assez maintenant. Vous pouvez aller voter. Et il s'éloigna, murmurant dans sa barbe : Tout est là. Etre à la page ou ne pas l'être. *Auto ou pas Auto ?*

Quand je vous avertissais que M. Guggenheim, ah non, M. Louis Forest, était bien le journaliste le plus libre, le mieux informé, le plus propre, et surtout le plus spirituel. N'est-ce pas qu'il est vraiment spirituel, spirituel ?

LE TRAVAIL FORCÉ AUX COLONIES

Les bonnes âmes vivant en Europe et ignorant les dessous de la colonisation croient à l'abolition de l'esclavage par la civilisation occidentale.

Elles seraient peut-être surprises d'apprendre qu'en l'an 1929 une conférence du Bureau international du Travail — organisme créé par la Société des Nations — se soit réunie pendant plusieurs jours et discuté une telle question.

Certes, on rougit de prononcer sur les bords du lac Léman le mot « Esclavage », on lui préfère la forme élégante de « travail forcé », ou plutôt de « travail obligatoire ».

Déplacer des sommités des problèmes sociaux des cinq parties du monde capitaliste, les réunir avec les représentants les plus qualifiés de la colonisation et des puissances impérialistes, c'est prêter vraiment trop d'attention — qui est loin d'être désintéressée — à une institution prétendue du passé.

En effet, l'esclavage est non seulement pas aboli en fait, mais il subsiste en théorie. Il est pratiqué couramment dans chacune des colonies dominées par les puissances capitalistes : il est même codifié par des législations instituées par les nations colonisatrices.

Certes, chacune d'elles sous des formes et des dénominations différentes — mais en fait le résultat reste le même — institue le travail forcé soit pour les travaux d'intérêt général, soit pour des compagnies privées en autorisant officiellement le recrutement des Indigènes. On emploie la force pour astreindre les indigènes à travailler en paiement des prestations, des amendes en nature ; on use de la force pour les engager par contrats.

Ces abus ont été exercés au point que les indigènes décimés offrent une main-d'œuvre de plus en plus rare et débile. C'est la raison pour laquelle le monde capitaliste s'en inquiète et tâche d'y apporter les remèdes nécessaires aux troubles de son économie.

Il nous serait long de décrire toutes les pratiques de l'esclavage dans tous les pays dominés par les différents impérialismes, nous nous en tiendrons seulement aux colonies françaises, car nous aurons assez de matières en ce domaine pour donner au lecteur une idée de la situation des travailleurs indigènes. Mais ceci n'absout pas l'Angleterre, ni le Portugal, ni la Belgique, ni la Hollande, etc., de l'assassinat systématiquement organisé par elles au nom de la civilisation ; de la surexploitation contrainte au nom de la mise en valeur des colonies.

En ce qui concerne la France, les faits que nous apportons ne peuvent être démentis. Nous nous baserons souvent sur les témoignages irréfutables d'enquêteurs éminents ; des hommes qui par leurs personnalité et position sociale ne peuvent être soupçonnés de la moindre partialité. Nous en nommerons plusieurs.

Il nous faut d'abord dire que dans tout le domaine colonial français, étendu de 10.941.510 kilomètres carrés et peuplé de 59.641.360 habitants, il n'existe aucune des lois sociales en vigueur dans la Métropole. Les travailleurs indigènes n'ont droit dans les colonies les plus évoluées ni aux libertés syndicales ni à celles d'association, de réunion, de parole, de grève, de presse, etc. Il est évident que l'opposition brutale aux droits élémentaires tendant à défendre le salaire contre les exactions, et les abus de l'exploitation patronale, ne peut que favoriser l'esclavage.

Afrique du Nord

L'Algérie est à 24 heures du Continent ; l'an prochain on fêtera dans le faste le centenaire de son occupation. Un siècle ! Et ce pays gémit encore sous le Code de l'Indigénat institué, paraît-il, pour les besoins de la conquête. On a appelé l'Indigénat « Code d'Esclavage ». Et pour cause.

En effet, dans les deux tableaux indiquant les infractions spéciales sanctionnables — de l'amende et de la prison — par l'Indigénat, nous relevons au tableau 1 ce paragraphe :

8° Transgression ou *inexécution des ordres de l'autorité*, administration compétente en vertu d'une loi, d'un décret ou d'un arrêt du gouverneur général ou préfet du département.

Au tableau 2, nous trouvons aux paragraphes :

1° Refus de fournir à tour de rôle et contre remboursement immédiat (?) aux prix du tarif arrêté par le préfet, les agents auxiliaires, les *moyens de transport*, les vivres, l'eau potable et le combustible aux fonctionnaires ou agents, dûment autorisés et accrédités officiellement auprès du chef de la tribu ou du douar, dans les régions désignées tous les ans par un arrêté spécial du gouverneur général. Le tarif des divers objets soumis à la réquisition sera, par les soins du chef de la tribu ou du douar, publié et porté à la connaissance des indigènes ;

4° Refus et inexécution des services de patrouille ou de garde prescrites par arrêté du préfet du département, abandon d'un poste ou négligence dans les mêmes services ;

6° Refus de *faire les travaux*, le service ou de prêter le secours dont auront été requis dans les circonstances d'accident, tumulte ou autre calamité, ainsi que dans le cas d'insurrection, brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique ou exécutions judiciaires ;

7° Retard prolongé et non justifié, après avertissement préalable dans le paiement des impôts ; soule de rachat de séquestre, amendes et généralement de toutes sommes dues à l'Etat ou à la Commune, *ainsi que dans l'exécution des prestations faites en nature*.

Les textes sont clairs. Les indigènes doivent fournir les moyens de transports ou toutes les matières que la réquisition administrative leur demande aux prix fantaisistes et dérisoires qu'elle fixe. Ils sont obligés d'accomplir les corvées qu'elle leur commande de faire.

S'ils ne possèdent ou ne peuvent produire les marchandises ou les moyens de transports requis, s'ils ne peuvent ou ne veulent exécuter les travaux ordonnés, ils sont frappés individuellement ou collectivement d'amende ou de prison.

Quand l'indigène ou la collectivité frappés d'amende sont insolvables, cette amende ou la prison sont transformées en journées de travail forcé dites de prestations. Et pour que la source de main-d'œuvre forcée ne tarisse pas, on s'ingénie à créer des délits particuliers aux indigènes.

Les délits forestiers

Sous prétexte de défendre le massif forestier algérien, le gouvernement, en vertu de la loi du 17 juillet 1874 et de l'arrêté du gouverneur général du 6 juillet 1901, puis de l'article 127 de la loi forestière du 21 février 1903 et de l'arrêté du gouverneur général du 20 août 1904, astreint les indigènes dont les douars sont voisins du domaine forestier à *fournir un service de garde spéciale, service bénévole*. La non-exécution, ou la mauvaise exécution de ce service est passible d'amende ou d'emprisonnement.

« Il n'est pas juste, disait M. Jonnart, alors gouverneur général de l'Algérie, de contraindre un indigène, vivant au jour le jour, à aban-

donner sa tente ou son gourbi pour garder pendant la nuit la demeure ou la propriété d'un colon aisé, pour veiller à la tranquillité des Européens du village voisin, alors que personne ne veille sur la vie des siens ou sur ses biens. »

M. Doizy, dans son interpellation du 17 décembre 1913, en rappelant que la garde des forêts permettait de réquisitionner, chaque année, 4.000 indigènes, obligés de donner leur temps pendant quatre mois pour rien, déclarait : « Les forêts ne rapportent pas aux indigènes que la garde. Elles leur apportent aussi des procès. Les procès forestiers sont devenus en Algérie une plaie, à tel point que certaines personnes considèrent comme le revenu le plus clair des forêts les amendes infligées par le personnel forestier. »

En 1925, les délits forestiers se sont élevés à 51.185. Pour ces 51.185 délits sanctionnés, il a été payé en argent près de 2.138.000 francs.

Les délinquants insolvable*s* se sont libérés en journées de travail.

Ces pouvoirs disciplinaires du conquérant ont frappé les indigènes d'une répression scandaleuse. La principale infraction qui entraîne le plus de condamnations est celle du retard dans le paiement des impôts ou dans l'exécution des prescriptions en nature.

Ainsi, l'esclavage, en principe supprimé, est rétabli grâce à ce moyen. De plus, les cas sont nombreux d'administrateurs ayant besoin d'ouvriers bénévoles, qu'ils condamnent arbitrairement au travail forcé.

Pour alimenter la colonisation de main-d'œuvre, on a recours à une caricature de cour de justice appelée « Tribunal répressif ». On explique sa création en indiquant qu'on voulait assurer une répression rapide et efficace des nombreux délits commis par les indigènes.

Ces tribunaux de parade sont surtout des pourvoyeurs de main-d'œuvre non rétribuée. Il faudrait assister aux séances de ces machines à condamner, pour voir comment sont jugées des fournées entières de malheureux indigènes déguenillés, affamés, et qui parfois ne connaissent même pas le motif pour lequel ils sont emprisonnés.

En une heure, 20 à 30 Algériens — parmi eux des enfants de 8 ans et des vieillards de 60 ans — arrachés à leurs familles éplorées, qui remplissent de leurs lamentations le hall du palais de justice, sont sommairement condamnés et envoyés dans les pénitenciers.

Là-bas, pour quelques sous par jour, ils mettront en valeur les domaines des colons et ils y trouveront l'esclavage dans toute son horreur. Dix à douze heures par jour sous le soleil de plomb et la trique du gardien.

Nous ne citerons, pour illustrer le régime barbare d'un gouvernement à la solde des requins coloniaux, que le cas de ce prisonnier indigène, Ou Chérif Ramdam.

Au mois de mars 1927, Ou Chérif purgeait à la prison de Blida (département d'Alger) une peine de trois mois pour délit forestier. Malade, il ne put travailler sur le chantier d'Abziza. Les deux gardiens et le « prévôt » lui ligotèrent alors les bras derrière le dos ; ils suspendirent à ses liens des pioches chargées de moltes de terre, puis l'exposèrent au soleil. Il fut roué de coups, et jeté ensuite en cellule. Les fers aux pieds. La gangrène se manifesta et quelques jours après on dut amputer les deux jambes et la main du malheureux. Les deux surveillants, Gançon et Parer, auteurs de ce crime, ne furent même pas inquiétés.

Il n'est pas étonnant, après de tels procédés, que les indigènes, pour ne pas subir le travail forcé, s'enfuient vers la métropole. La main-d'œuvre se raréfiant dans la colonie, le gouvernement français décréta alors la restriction à la liberté de voyage.

La vérité est que le but de cette réglementation est tout d'abord d'empêcher la venue en France des travailleurs algériens qui s'émanciperaient et y verraient s'y développer leurs conscience de classe, et ensuite pour garder aux colons une main-d'œuvre assouplie et à bon marché permettant la réalisation de scandaleux surprofits.

Les conséquences de cette odieuse mesure sont parfois tragiques.

Les travailleurs algériens frappés par la « circulaire de l'ancien

ministre Chautemps » réglementant leur émigration vers la métropole, s'embarquant clandestinement sur des paquebots. Souvent ils y trouvent une mort atroce. La liste de ces martyrs est déjà longue.

En mai 1926, 40 travailleurs algériens furent cachés dans les soutes du *Sidi-Ferruch*. Pendant la traversée, ils souffrirent de la faim, de la chaleur torride des chaudières, de l'asphyxie, des éboulements de charbon. A Marseille, quand on les délivra de leur enfer, 15 des suppliciés étaient déjà morts.

Le 22 décembre suivant, ce furent 11 Algériens qu'on sortit agonisants des soutes du *Charley-le-Borgne* à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Le 18 janvier 1927, à Nice, on descendit du *Moulaya* 20 autres Nord-Africains dans un état de santé alarmant.

Le 25 février 1927, ce furent 48 travailleurs indigènes qu'on débarqua du port de Nouvelle (Aude). Les contrebandiers de chair humaine à travail les avaient entassés, moyennant 1.000 francs par tête, dans les cales du voilier *Afrique*, et pendant 23 jours ils furent privés de nourriture substantielle. Quatre d'entre eux périrent; les survivants furent dirigés par les autorités à l'hôpital ou... à la prison.

Nous pourrions citer d'autres cas qui établiraient encore la criminalité de cette mesure de l'Indigénat supprimant la liberté de voyage aux Algériens. Ils n'émouvront pas un impérialisme assassin qui persiste à maintenir en vigueur une circulaire souillée du sang des travailleurs.

Nous pourrions citer les bagnes des mines de phosphates de Metlaoui, de Gafsa, où 20.000 Tunisiens, comme de vrais serfs sont menés par des gardes-chiourmes et se tuent au travail pour des salaires ne dépassant pas 10 francs par jour quand la vie a renchéri de vingt fois depuis la guerre. Nul étranger à la mine n'a droit à l'accès sur les terrains de la mine où sont les gourbis des mineurs et de leurs familles. C'est le fief de la C^o.

Situation identique est faite aux 12.000 travailleurs des mines de phosphates et des exploitations capitalistes du Maroc.

Gare ! à ceux qui oseraient revendiquer de meilleurs salaires !

Gare à ceux qui oseraient grouper leurs frères pour la défense de leurs droits.

En Tunisie, l'ancien code beylical, encore en vigueur, paraît bénin auprès des mesures aggravées instituées par la France. Le résident Saint, qui a rétabli le crime de lèse-majesté, condamna en 1925 les membres de la Commission exécutive de la Confédération générale du Travail de Tunisie, nouvellement constituée, à des peines variant de cinq à dix ans de bannissement pour avoir des indigènes dans les syndicats.

Associer les ouvriers coloniaux pour la défense de leurs revendications économiques avait été considéré par les juges comme un complot dirigé contre la souveraineté de la France !

En Algérie, tous les indigènes qui veulent user du droit syndical sont internés dans le désert du Sahara, où nul ne peut communiquer avec eux.

Tel fut le cas de Mahmoud ben Lekhal, tel est celui de Hassen Issad et de tant de dizaine d'autres qui souffrent dans les territoires de commandement militaire. On sévit encore le régime du sabre.

Quant au Maroc, comment y parler de liberté dans le travail quand la loi est dictée par les bombes d'avions ?

Mais la situation si effroyable des travailleurs nord-africains sera éclipsée par celle des nègres de l'Afrique française et des jaunes des possessions d'Asie. Quand le profane lira dans notre prochain article, et sur des documents établis, avec quel raffinement de cruauté on fait travailler les Nègres et les Indochinois, ils verront que l'abolition de l'esclavage et de la traite des hommes de couleur n'est qu'une légende.

QUELQUES FAITS

Le Prix de la Vie

Les dernières statistiques établies par le *Bulletin des Indices* de la XX^e Union Régionale des Syndicats unitaires donnent, à la date du 31 mai, 785 points, contre 776 en avril et 775 en mars.

C'est donc une nouvelle hausse de 9 points sur avril et 12 points sur mars.

Parmi les denrées qui ont augmenté de prix sur avril, citons : le mouton, qui a gagné 1 fr. 92 par kilo, le bœuf, 0 fr. 50, le porc et la charcuterie, 2 francs, le saindoux, 1 fr. 45, les pommes de terre, 0 fr. 80, les carottes, 1 fr. 25, les poireaux, 1 fr. 20 la botte, la salade, 0 fr. 25 la pièce le savon, 35 centimes.

La seule baisse enregistrée porte sur le beurre : 2 francs par kilo, le lait, 0 fr. 15 par litre, le fromage, 1 franc par kilo, le sucre, 20 centimes, les choux, 0 fr. 25 pièce, les choux-fleurs, 2 fr. 25.

Comme on peut s'en rendre compte, il s'agit pour ces dernières denrées, sauf pour le sucre, d'une baisse saisonnière qui doit d'ailleurs se poursuivre quelque temps encore.

La moyenne trimestrielle pour le 1^{er} trimestre 1928 et le 1^{er} trimestre 1929 donne une hausse de 49 points, en concordance avec l'indice officiel du coût de la vie.

Les salaires ont-ils, durant cette période, été augmentés dans la même proportion ?

La réponse à cette question vient des ouvriers eux-mêmes qui, comme les postiers, lassés des promesses gouvernementales, passent à l'action directe.

Que les travailleurs soient contraints à se restreindre, la presse bourgeoise ne peut plus le nier. C'est ainsi que dans le *Journal* du 20 mars 1929, on peut lire :

« Un phénomène nouveau caractérise la crise de vie chère où nous entrons et en souligne l'acuité.

« C'est l'organisation, chez les consommateurs, d'une résistance et d'une défense qui longtemps semblerent utopiques.

« Que de fois a-t-on reproché aux consommateurs, assez justement d'ailleurs, de favoriser par leur ignorance et leur inertie, la progression des hauts prix !

« Les consommateurs commencent à user, pour se défendre, du moyen le plus simple qui est à leur disposition : la restriction. Les restrictions, dans divers domaines, ont pris une telle ampleur que les statisticiens les enregistrent.

« Il en est ainsi pour le pain, dont la vente serait moins importante qu'avant la guerre, pour le sucre, le beurre, les œufs, le vin.

« La consommation du sucre, par exemple, atteignait 21 kilos 620 grammes par habitant en 1926 ; elle est descendue en 1928 à 20 kilos, après avoir été réduite jusqu'à 18 kilos 790 grammes en 1927, époque de hausse brutale.

« Celle du beurre, à Paris, n'a été que de 24 millions 870.000 kilos en 1928, contre 29 millions en 1925.

« Pour les œufs devenus si chers, les restrictions sont aussi nettement accusées.

« Les buveurs de vin ont fait, l'année dernière, une véritable grève contre les prix prohibitifs, et il a fallu la sécheresse pour activer la vente. »

TABLEAU COMPARATIF
des prix en Mai 1928 et Mai 1929

MAI 1928		MAI 1929	
<i>Viande.</i>		<i>Viande.</i>	
Mouton le kilo	17 20	Mouton le kilo	24 92
Veau	18 40	Veau	20 50
Bœuf	20 60	Bœuf	24 85
Porc et charcuterie	29 31	Porc et charcuterie	32 25
Volaille, lapin	24 10	Volaille, lapin	25 48
<i>Beurre, Saindoux, Huile.</i>		<i>Beurre, Saindoux, Huile.</i>	
Beurre le kilo	24 »	Beurre le kilo	23 55
Saindoux	10 90	Saindoux	14 95
Huile	9 25	Huile	8 75
<i>Boisson.</i>		<i>Boisson.</i>	
Vin le litre	3 05	Vin le litre	2 95
<i>Café, Chocolat, Sucre.</i>		<i>Café, Chocolat, Sucre.</i>	
Café le kilo	26 »	Café le kilo	26 »
Chocolat	14 40	Chocolat	14 40
Sucre	4 90	Sucre	4 35
<i>Lait, Œufs, Fromage.</i>		<i>Lait, Œufs, Fromage.</i>	
Lait le litre	1 50	Lait le litre	1 60
Œufs la douz.	9 20	Œufs la douz.	10 20
Fromage le kilo	18 35	Fromage le kilo	21 25
<i>Pâtes, Riz, Haricots.</i>		<i>Pâtes, Riz, Haricots.</i>	
Pâtes le kilo	7 50	Pâtes le kilo	7 30
Riz	6 »	Riz	5 35
Haricots	5 65	Haricots	8 »
Pain le kilo	2 25	Pain le kilo	2 10
<i>Légumes.</i>		<i>Légumes.</i>	
Pommes de terre saucisse rouge le kilo	2 60	Pommes de terre saucisse rouge le kilo	2 40
Carottes	7 40	Carottes	4 05
Choux-fleurs la pièce	5 65	Choux-fleurs la pièce	3 50
Choux	1 75	Choux	2 »
Poireaux la botte	5 80	Poireaux la botte	6 60
Salades la pièce	2 10	Salades la pièce	1 65
Confitures Damoy le kilo	8 40	Confitures Damoy le kilo	10 60
<i>Chauffage, Eclairage.</i>		<i>Chauffage, Eclairage.</i>	
Charbon les 50 kil.	20 75	Charbon les 50 kil.	21 30
Pétrole le litre	2 45	Pétrole le litre	2 45
Alcool à brûler	3 50	Alcool à brûler	3 50
Gaz cuisine, 400 m3 le m3	0 85	Gaz cuisine, 400 m3 le m3	0 85
<i>Soins, Hygiène.</i>		<i>Soins, Hygiène.</i>	
Savon de Marseille	6 »	Savon de Marseille	5 15
Coiffeur : barbe	1 50	Coiffeur : barbe	1 75
Cheveux	4 50	Cheveux	5 50
Bains	4 95	Bains	4 95
Douches	1 75	Douches	1 75

**Indice Syndical de la Région
Parisienne famille de 4 per-
sonnes, 100 en 1914.**

	1925	
Décembre	533	
	1926	
Moyenne de l'année	645	
	1927	
Janvier	728	
Mars	735	
Mai	736	
Août	721	
Octobre	703	
Novembre	700	
Décembre	710	
	1928	
Février	715,9	
Mars	724	
Avril	736	
Mai	757	
Juin	746	
Juillet	738	
Août	747	
Septembre	750	
Octobre	753	
Novembre	756	
Décembre	761	
	1929	
Janvier	766	
Février	»	
Mars	772	
Avril	776	
Mai	785	
Juin	778	

**

D'après les dernières statistiques officielles, les indices arrêtés par les commissions régionales chargées d'évaluer le coût de la vie dans les grandes villes françaises, voici ce que l'on donne :

Marseille. — Indice général: 656; alimentation seule: 695.

Bordeaux. — Indice général: 623; alimentation seule: 698.

Rouen. — Indice général: 561; alimentation seule: 583.

Nancy. — Indice général: 543; alimentation seule: 597.

Dijon. — Indice général: 621; alimentation seule: 690.

Nous rappelons qu'il s'agit ici de chiffres officiels auxquels nous sommes en droit d'accorder autant de valeur qu'aux fameux « communiqués de guerre ».

Les Loyers

L'élévation du prix de la vie ne semble pas devoir s'arrêter là, si l'on considère l'augmentation des loyers qui vient d'être votée par le Sénat et la Chambre, applicable à partir de ce mois.

Nos quittances de loyer sont donc portées à 150 0/0 en plus des loyers de 1914 et, à partir de 1931, nous subirons une nouvelle hausse de 15 0/0 chaque année jusqu'en 1939, où les loyers atteindront une augmentation de 300 0/0 sur ceux de 1914.

Ainsi les locataires qui payaient, par an, à leurs propriétaires, 11 milliards, vont payer, par la grâce de la loi nouvelle 18 milliards.

Le Gaz, l'Eau, l'Électricité

Le crescendo de l'élévation du prix de la vie va s'aggraver par l'augmentation des prix du gaz, de l'eau et de l'électricité qui va coûter, rien qu'aux consommateurs parisiens, plus de 100 millions par an qui iront dans les caisses des reuins.

Et, pour compléter ce beau tableau, on annonce déjà une élévation des tarifs de transports.

Même pour se débarbouiller, les Parisiens vont payer plus, la bonne Ville de Paris venant en effet d'élever les tarifs des établissements de bains, qui se trouveront décuplés sur ceux de 1914.

Belles, très belles perspectives pour les travailleurs, les salariés, qu'ils soient manuels ou intellectuels.

Et ce n'est pas tout

A cette élévation directe du coût de la vie il faudra ajouter celle indirecte de la multiplication et de l'alourdissement des impôts que comporte le budget de 1930.

Le budget de 1929 s'élevait à la somme coquette de 45 milliards 366 millions. Celui de 1930 sera de 48 milliards 665 millions.

Il faut payer les annuités de la dette de 200 milliards à nos amis et alliés Américains, et il faut se préparer à la nouvelle guerre.

La Journée de 7 heures dans la Russie Soviétique

Le Commissariat du Travail vient de dresser le bilan des résultats produits par la journée de travail de 7 heures dans diverses branches de l'industrie.

Au cours de l'année 1927-28, la journée de 7 heures fut appliquée à plus de 112.000 ouvriers. Conformément au plan du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, plus de 270.000 ouvriers en bénéficieront encore. Ainsi, à la fin du présent exercice, et en y ajoutant les travailleurs des entreprises non soumises au contrôle du dit Conseil (tels les cheminots), 431.000 ouvriers ne travailleront que 7 heures par jour.

Quels sont les résultats? Eminentement positifs. Si nous envisageons l'industrie textile, où un quart des ouvriers en bénéficient actuellement, cette mesure a permis d'employer de nouveaux travailleurs, d'utiliser d'une façon plus intensive et plus rationnelle aussi bien l'outillage que la main-d'œuvre et d'augmenter la production elle-même. Dans 20 usines, on a embauché 20.000 ouvriers nouveaux, soit 20 0/0 de la totalité de la main-d'œuvre employée, en diminuant considérablement le chômage dans cette branche de l'industrie. Mais, en même temps, le nombre des heures de travail a passé de 92 heures à 123 heures par semaine.

Dans l'industrie chimique, les résultats ne sont pas moins favorables. La main-d'œuvre a augmenté de 3 0/0 et la production journalière de 7,3 0/0.

Dans la métallurgie, la journée de 7 heures a été appliquée, en 1928-29, à 84.200 ouvriers, soit à 16,7 0/0 de la main-d'œuvre. Son application a entraîné, ici comme ailleurs, une augmentation de la main-d'œuvre employée et de la production.

En général, l'expérience montre que la journée de 7 heures s'est révélée non seulement comme parfaitement applicable, mais encore comme très utile aussi bien à la masse ouvrière qu'à l'Etat lui-même.

La guerre qui vient

Les sceptiques ne croient pas à la guerre. Ils se bouchent les yeux et les oreilles autour des préparatifs qui se manifestent partout, et particulièrement dans les industries chimiques, métallurgiques et textiles où la transformation de l'outillage du temps de paix en outillage de guerre est poussée févreusement.

A ceux qui ne seraient pas tout à fait des sourds et des aveugles volontaires, nous conseillons de lire et de méditer le communiqué suivant des établissements Hotchkiss

L'assemblée générale ordinaire des anciens établissements Hotchkiss et C^{ie}, du 27 mai 1929, a approuvé les comptes de l'exercice 1928 se soldant par un bénéfice net de 23.504.819 francs.

Le rapport du Conseil donne sur l'activité de la société les renseignements suivants :

« L'exécution des commandes très importantes reçues de divers gouvernements, *notamment de fusils mitrailleurs et de mitrailleuses légères*, suit son cours. D'autre part, le développement de nos matériaux anti-aériens de 13 m/m² a ouvert de grandes et rassurantes perspectives d'avenir. Ces matériaux ont déjà été adoptés par quatre gouvernements, soit pour le service naval, soit pour le service terrestre, et des expériences actuellement en cours dans divers pays nous autorisent à prévoir *des affaires importantes dans un avenir peu éloigné*. En dehors de la mitrailleuse anti-aérienne de 13 m/m² votre société, toujours soucieuse de s'adapter aux conceptions et aux exigences militaires et navales les plus modernes, a établi une nouvelle arme automatique et de grande puissance (sans préjudice des études en cours pour l'élaboration d'armes de puissances encore plus grandes). Cette nouvelle arme, *dont les premiers essais ont été des plus satisfaisants*, sera soumise prochainement à des expériences officielles. Elle marquera un nouvel essor de votre société dans le domaine des armements modernes, où elle s'est toujours fait une place prépondérante. »

Cela se passe de commentaires.

Le S. O. I. et la Journée du 1^{er} Août

Toutes les organisations révolutionnaires sont conviées par le Parti communiste à concentrer leurs efforts dans une contre-offensive prolétarienne qui doit marquer, le 1^{er} août, dans tous les pays, une volonté inébranlable de lutte contre la guerre impérialiste.

Le S. O. I., organisation de défense prolétarienne, a répondu immédiatement à cet appel et s'est engagé à appuyer par tous ses moyens la manifestation internationale du 1^{er} août.

Les décisions du C. E. du S. O. I. à cet effet sont :

1^o Participation à la constitution et au fonctionnement des comités locaux pour la journée internationale contre la guerre ;

2^o Participation de toutes les forces du S. O. I. à l'agitation et à l'action qui seront décidées par les comités locaux.

Dans ce but, toutes les sections du S. O. I. devront se réunir dans le plus bref délai possible et porter cette question à l'ordre du jour. La base de notre agitation se résume en ceci :

a) Dénonciation de la politique sociale du capitalisme ;

b) Affirmation de la politique sociale prolétarienne (réalisation en U. R. S. S.).

Contre l'hypocrisie de la politique sociale bourgeoise qui n'est et ne peut être objectivement que le contrepois de la surexploitation des travailleurs et qui crée l'illusion mortelle de la communauté d'intérêt du capital et du travail, le S. O. I. doit marquer avec force son opposition à la préparation à la guerre par tous les gouvernements impérialistes et de leurs soutiens qui s'efforcent d'entretenir la mystique de la « Défense Nationale » après avoir pressuré les ouvriers au maximum et les avoir fait charger par la police à l'occasion de chaque conflit social.

Le parc de la culture et du repos à Moscou

Ce parc vient d'ouvrir ses portes avec un certain nombre d'expositions d'art et de technique : telle l'exposition de la Société des Beaux-

Arts de Moscou, celle du Conseil Moscovite de l'Economie Nationale, etc.

La journée d'ouverture fut marquée par un festival musical des syndicats, auquel prirent part les cercles musicaux et les chorales des unions professionnelles.

L'exécution du programme théâtral de la saison sera assuré par plusieurs troupes de Moscou et d'ailleurs. Le jardin d'enfants, aménagé mieux que l'année passée, est prêt à recevoir 14.000 enfants par jour. Les adolescents y trouveront des ateliers de serrurerie, de menuiserie, de radio et d'aviation, où les jeunes gens seront admis à travailler au gré de leurs inclinations.

La « chambre des jouets » mettra à la disposition des enfants les jouets les plus intéressants d'origine soviétique et étrangère. Sur un lac, ils trouveront des engins de sport nautique, des canots non renversables, des barques à voiles, etc. Le parc n'oublie pas les mères qui allaitent : ses crèches pourront recevoir 200 nourrissons.

Le parc a complété sa bibliothèque et organise des conférences et des causeries sur les sujets les plus divers.

Tous les mêmes !

C'est sur les instances des patrons du textile anglais qu'une commission a été nommée il y a quelque temps pour agir en faveur de l'amélioration des conditions de travail des salariés de l'Inde.

En attendant, ces mêmes patrons anglais s'appliquent à pratiquer la philanthropie chez eux !

Les manufactures de coton ont décidé de s'unir aux filatures pour imposer aux ouvriers du Lancashire une réduction de salaires de 12,82 pour 100. Environ 200.000 ouvriers seront touchés par cette réduction, qui, si elle s'effectuait, menacerait les travailleurs de toute l'industrie cotonnière anglaise, du nombre d'un demi-million !

Cette nouvelle offensive patronale, dictée par la plus pure philanthropie, a consterné d'autres « philanthropes ». Le *Financial Ti-*

mes estime que « la sagesse d'un tel mouvement paraît peu certaine » parce que « l'on aurait pu attendre un moment plus opportun ».

Comme on voit, l'humanitarisme coule un peu partout à pleins bords.

(Monde.)

Des ouvriers « méritants » et des « braves gens » qui se congratulent « sincèrement ».

A Nancy, a eu lieu, hier, la distribution solennelle des récompenses de la Société industrielle de l'Est aux employés et ouvriers méritants. M. Daniel Mieg, président de la Société industrielle de Mulhouse, présidait cette fête. Autour de lui se tenaient : MM. Henry Brun, président de la Société industrielle de l'Est; Roblot, secrétaire général de la Préfecture; Malval, maire de Nancy; Lebrun et Michaut, sénateurs; le général Collin, commandant la 11^e division; MM. Tourtel, vice-président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle; le consul d'Italie; MM. Bruntz, recteur de l'Université de Nancy; Signoret, inspecteur d'Académie; Chantriot, président de la Ligue de l'enseignement.

Des discours ont été prononcés, avant la lecture du palmarès, par MM. Henry Brun et Daniel Mieg. Un banquet a été ensuite servi, auquel assistaient les personnalités précitées.

La Vie culturelle en Sibérie

Le gouvernement des Soviets déploie une grande activité culturelle en Sibérie, où de nombreuses peuplades n'ont atteint qu'un niveau très bas de civilisation. Les allocations à l'éducation populaire y grandissent d'une année à l'autre : de 11.932.000 roubles en 1925-26, elles passent à 20.442.000 en 1926-27 et à 24.373.000 (soit plus de 312 millions de francs) en 1927-28.

De leur côté, les populations sibériennes, par leurs contributions volontaires, secondent les efforts des autorités. Grâce à ces efforts conjugués, le niveau culturel des minorités nationales a monté plus au cours des dernières années que pendant plusieurs décades qui ont

précédé la chute de l'ancien régime. Ainsi, en 1897, on comptait en Sibérie 47 0/0 d'hommes « lettrés » (sachant lire) dans les villes et 15 0/0 dans les villages; en 1926, les chiffres respectifs sont de 67 0/0 et 40 0/0. Pour la population féminine, la comparaison est encore plus frappante. On comptait en 1897 à peine 28 0/0 de femmes lettrées dans les villes sibériennes et 3 0/0 dans les villages; pour l'année 1926, les chiffres respectifs sont de 61 0/0 et 14 0/0.

En 1927-28, en Sibérie, 65 0/0 d'enfants d'âge scolaire recevaient l'éducation dans les écoles. Et le nombre d'organisations chargées de porter la lumière chez les peuplades sibériennes augmente rapidement d'une année à l'autre.

Nouvelles découvertes à Grozny

A Grozny, des forages profonds ont permis de découvrir une couche pétrolière à la profondeur de 1.064 mètres.

Un puits a déjà donné à cette profondeur un jaillissement avec un débit de 400 tonnes par jour.

Le Pétrole dans l'Oural

On a commencé à forer un puits à 30 kilomètres au sud-est de Tchoussovskïe Gorodki, où a été découvert le pétrole d'Oural. Les sables bitumineux sont à la surface du sol.

Ce puits a recommencé à jaillir le 17 juin, donnant depuis lors 80 tonnes de pétrole.

Au sud de la chaîne de l'Oural, dans la région d'Orenbourg, on a découvert des calcaires bitumineux, ressemblants à ceux de Perm. On s'apprête à faire des forages de prospection.

L'Ossétie soviétique du Sud

Depuis huit ans, l'Ossétie soviétique du Sud bâtit sa vie sur des principes nouveaux. Sous les tsars et pendant le règne des menchévistes, elle était privée du droit d'ouvrir des écoles avec l'enseignement en langue nationale. Elle n'avait que 16 écoles en général sous le régime tsariste; ce nombre était tombé à 7

sous les menchéviks. Actuellement, l'Ossétie du Sud (régime autonome) compte 127 écoles primaires et 6 secondaires et techniques. Dans sa capitale paraissent un journal en langue nationale et une revue. Il y existe des organisations scientifiques, qui publient des ouvrages et des manuels.

Le pays, qui ne possédait jadis qu'un seul hôpital, en compte aujourd'hui 4 et 6 postes de secours médical. L'agriculture se reconstruit et se modernise; les tracteurs remplacent peu à peu d'antiques charrues. Une industrie naît: une scierie, une fabrique de meubles, une station électrique ont été mises en marche.

Le 2^e Congrès mondial de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialiste.

Dans quelques jours va s'ouvrir, à Francfort-sur-Main, le 2^e Congrès mondial de la Ligue contre l'oppression coloniale, où seront représentées toutes les organisations du monde entier qui luttent pour l'émancipation des colonies et contre l'impérialisme.

Nos lecteurs se rappellent le premier congrès de la Ligue qui a eu

lieu à Bruxelles en 1927, et dont les échos ont été si retentissants.

Le deuxième congrès devait avoir lieu à Paris. Et comme chacun sait, la France étant de toujours le pays le plus libre du monde, le 2^e Congrès mondial de la Ligue se tiendra à Francfort-sur-Main, par suite du refus du gouvernement français.

A l'occasion de ce congrès, le S. O. I. a adressé le télégramme suivant :

« Section française Secours Ouvrier International salue deuxième Congrès mondial contre oppression coloniale et impérialisme; condamne sévèrement toute guerre et brigandage colonial. Proclame libération pays opprimés et droit des peuples à se gouverner eux-mêmes. »

Ce télégramme a été signé par :

Dutilleul, Onof, Delobelle, Mme Brisack, Lequenne et Ballu.

Tristan Rémy, René Arcos, Paul Reboux, Lucien Laforgue, Clément Camus, M^{me} Philery, Jean-Richard Bloch, Alzir Hella, Bernard Lecache, Léon Moussinac, Emile Chauvelon, Philippe Soupault, Francis Jourdain, Georges Duhamel, A.-N. Autant, Autant Lara, Michel Merlay, Maurice Parijanine, D^r Steen, D^r Mascaret, Berlioz, L. Castellaz, etc.

Le Gérant : DUTILLEUL.



Imp. LA TYPO-LITHO, 41, rue Danicourt, Malakoff.



nos regards

ILLUSTRÉ MONDIAL DU TRAVAIL EN HÉLIOGRAVURE

Abonnements { 6 numéros..... 8 fr.
12 numéros..... 15 fr.

ADMINISTRATION ET RÉDACTION :
7, Rue Cardinal-Mercier, PARIS (IX^e)

Reg. du Com. an. Seine 232.554 B.
Compte Chèques postaux : Paris 1220-59

Toutes les semaines

LA VIE OUVRIÈRE

Le NUMÉRO : 0,35 - ABONNEMENT : 6 mois, 8 fr. ; un an, 16 fr.

Administration et Rédaction : 144, rue Pelleport, PARIS-XX^e

Chèque postal : 231-46 Paris

Si vous voulez : vous documenter sur la Russie Soviétique ;
Vous instruire sur l'Édification Socialiste dans la
première République des Travailleurs ;
Vous faire une idée précise de CE QUI SE TRAME
CONTRE L'U. R. S. S. ;
Lisez régulièrement

L'APPEL DES SOVIETS

revue illustrée

En vente dans tous les kiosques le 15 de chaque mois

Abonnements : Un an, 10 francs ; 6 mois, 6 francs ; 68, rue des
Archives, Paris (3^e).

Chèque postal : Guilbert 1164-09.



*Vous ne devez pas mettre une lettre à la poste
sans le timbre de*

L'ENFANCE MALHEUREUSE.

Le carnet de 10 timbres à 0,10..... 1 franc.

— 20 — 2 —



En vente au S. O. I., 114, boulevard de la Villette, PARIS-19^e.
Chèque postal 828-88.



114, Boulevard de la Villette, PARIS (19^e)



Imp. "La Typo-Litho", Malakoff (Seine).

556040119

Abonnez-vous !

**Trouvez-nous
des lecteurs !**

POUR

La "Solidarité Proletarienne"

REVUE MENSUELLE DE POLITIQUE SOCIALE

PARAISANT LE 20 DE CHAQUE MOIS

Rédaction et Administration : 114, boul. de la Villette, Paris (19^e)

Chèque postal : 825-55 Paris

ABONNEMENT	}	1 an.....	10 francs
		6 mois.....	5 francs

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et Prénoms

Adresse

Somme⁽¹⁾

pour un abonnement de⁽²⁾ *numéros à la*

"Solidarité Proletarienne".

(1) cinq ou dix.

(2) six mois ou un an.

